

Courrier Fédéral

N° 372

du 23.11.13 au 29.11.13

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

Encart

Dossier «Navale»



■ EN DIRECT DU CEF

Compte rendu de la réunion du 14 novembre 2013

pages 2 à 8

Courrier Fédéral
Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0418 S 06 474
Imprimé par nos soins



Elise Boyer
membre du Bureau Fédéral



En direct du CEF

du 14 novembre 2013

Le CEF observe une minute de silence à la mémoire de Jean-Pierre Elbaz.

Le patronat est à la manœuvre. Nous avons des responsabilités pour mobiliser et faire changer de cap ce gouvernement qui s'inscrit dans la poursuite du précédent.

L'environnement international est sous tension

En Syrie, François Hollande voulait entraîner la France dans un nouveau conflit armé sans vote parlementaire. La nouvelle résolution de l'ONU permet d'éviter de rajouter la guerre à la guerre, même si nous sommes obligés de regretter que pour l'instant, les populations civiles sont dans une souffrance extrême. Il en va de même en Palestine où l'Etat d'Israël continue les constructions de colonies tandis que la population de la bande de Gaza se trouve dans une situation sanitaire et économique épouvantable, sans aucune intervention de la communauté internationale. Au Bangladesh, après la catastrophe survenue dans une usine textile au printemps, les salariés se sont mis en grève et ont obtenu gain de cause. Mais les grands groupes ont immédiatement réagi en délocalisant leur production en Ethiopie... Au Qatar, les chantiers des infrastructures pour la coupe du monde de football en 2022 se construisent dans le sang. Cela a donné lieu à une intervention de la CSI avec un représentant CGT pour empêcher l'esclavagisme moderne dans un pays où le syndicalisme est interdit.

Les suites de la crise financière de 2008 se traduisent par une accen-

tuation de la tension internationale. Ce sont les lobbyings financiers et les grands groupes industriels qui définissent la politique mondiale. Le drame de Lampedusa, comme celui survenu au large de Malte figurent parmi les conséquences de ces choix financiers. Au niveau européen, ce n'est que par la sécurisation des frontières et par le contrôle de l'immigration que nos dirigeants traitent cette question. C'est affligeant, mais conforme aux idéologies majoritaires au sein du Conseil et du Parlement de l'Europe.

En Europe, la situation politique se dégrade

En Allemagne, Angela Merkel a remporté les dernières élections, agrégeant plus de 40% des voix avec un affaiblissement des socio-démocrates et la disparition des ultras libéraux du Parlement. En Autriche, le parti d'extrême droite a bénéficié d'une poussée tant fulgurante qu'inquiétante. En Norvège, c'est une alliance droite - extrême droite qui constitue le nouveau gouvernement. En Grèce, après son entrée au Parlement, les militants du parti néo nazi Aube Dorée se sentent le droit d'assassiner des artistes de gauche sur des bases idéologiques. Et ce n'est pas l'emprisonnement mérité de quelques dirigeants de ce parti qui vont enrayer le mouvement. Il est consternant que des dirigeants politiques s'offusquent du comportement de ces fascistes, alors que ce sont leurs choix politiques qui ont permis leur développement.

Mais les médias occultent des mouvements sociaux qui se poursuivent

En Europe du Sud, en Grèce, Italie, Portugal, Espagne, la colère se transforme en mobilisations d'ampleur qui sont volontairement occultées du paysage audio-visuel. En France, les propos de François Fillon comme ceux de Manuel Valls témoignent d'une dérive dangereuse. Malheureusement, la banalisation des idées du FN sur la scène politique nous oblige à réagir avec force et détermination. Ils nous mettent en devoir de mener campagne contre les idées nau-séabondes qui envahissent notre environnement le plus proche. Il n'y a de place pour aucune forme de discriminations dans la CGT. Depuis l'élection du candidat du changement qui avait la finance comme ennemi, c'est une succession de déceptions. Pas un sujet n'est traité sur des bases de progrès social !

Le budget de l'Etat est fondé sur la seule réduction des dépenses publiques

Ce sont donc les plus démunis qui vont supporter ces choix. Les dividendes aux actionnaires battent des records. Le projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale s'inscrit totalement dans les contraintes du traité budgétaire européen, celui-là même que François Hollande avait promis de renégocier alors qu'il était candidat. Même sur un sujet, pourtant porteur, comme le système scolaire, ce gouvernement fait un

couac lamentable. Ayrault lâche en urgence 250 M€ en 2014 pour calmer la fronde des maires et des parents d'élèves. Mais où va-t-il les prendre ?

La manipulation idéologique est en marche

La presse fait diversion et se déchaîne sur les quelques centaines de milliers d'emplois qui ne trouvent pas preneurs. Cette question est récurrente, car nous savons tous quelles sont les attentes du patronat sur les conditions de travail et les salaires dans l'hôtellerie, la restauration ou le bâtiment. Puis c'est sur le travail du dimanche et l'ouverture de nuit de certains commerces que l'on focalise sans expliquer le fond du problème, qui n'est rien d'autre que la question des salaires qui poussent les employés à se porter volontaires sur ces plages horaires. C'est vrai pour le travail du dimanche et c'est vrai en Bretagne où les benêts au bonnet rouge en recherche de cadeaux fiscaux arrivent à agréger leurs salariés dans leur combat, qui est pourtant à l'opposé de celui du monde du travail. S'y joignent le patronat des routiers, sous les couleurs du Medef, de la CGPME, de l'UMP, du FN et des régionalistes de tous poils ! C'est tout à l'honneur de nos camarades de recentrer la bataille revendicative des salariés sur le progrès social, la préservation de l'emploi et l'arrêt des licenciements par les mêmes qui cherchent des exonérations fiscales et des cotisations. Le 2 novembre dernier, aucun média, à part la NVO et l'Huma, n'a retranscrit la manifestation à Roanne pour les libertés syndicales. Dans le même temps, où les militants sont traités comme des voyous pour faits syndicaux, rien n'est reproché aux patrons routiers qui bloquent les autoroutes ou jettent des œufs et des insultes aux CRS pour s'opposer à la Taxe Poids Lourds. Pourtant, le transport routier de marchandises est effectivement sous-tarifé. Cette sous-tarifcation est source de concurrence avec les modes plus vertueux (ferroviaire et fluvial) sur fond de dumping social.

Qui plus est, cette sous-tarifcation qui dégrade les conditions sociales et salariales des conducteurs, est également largement subventionnée par l'Etat, à travers les réductions de la taxe à l'essieu et des remboursements de la taxe sur le gasoil professionnel. En outre, le patronat routier sera exonéré de la nouvelle taxe «climat énergie» qui reposera essentiellement sur les ménages et les salariés, ce qui est encore une nouvelle injustice !

Tandis que les patrons cassent impunément, la justice s'acharne contre les syndicalistes

Le 5 novembre dernier, près de 20 000 militants CGT sont venus soutenir des camarades en participant à un rassemblement national à Roanne (Loire). Cinq d'entre eux sont jugés pour avoir refusé un prélèvement ADN après une condamnation. Nous exigeons le vote d'une loi d'amnistie sociale pour défendre des libertés syndicales qui sont menacées. Cette proposition de loi, déposée par les parlementaires du Front de Gauche, avait été adoptée par le Sénat en février avant d'être enterrée via son renvoi en commission à l'Assemblée nationale en mai dernier. La CGT continue de l'exiger, ainsi qu'une loi qui instituerait des droits nouveaux protégeant les militants syndicaux et progressistes qui agissent dans le cadre d'une action collective. Dans la Métallurgie, le patronat érige la répression des militants syndicaux en méthode de management ; nous le vivons tous au quotidien. C'est une attitude de classe du patronat, il nous faut aussi une réponse de classe. C'est pourquoi nous avons créé un comité de soutien pour la justice au travail.

Ce comité a deux objectifs :

- Exiger la réintégration de Claudio Calfuquir injustement licencié de Dassault Aviation, le 7 mai dernier, au prétexte de 2 retards de 10 minutes.
- Demander au législateur le renforcement du droit d'alerte obligeant sa mise en place lorsque celui-ci est demandé par un représentant

du personnel. La pétition peut être signée sur le site de la Fédération.

Le projet de réforme des retraites est désastreux

Malgré l'exposé des motifs associés à la Loi, le projet de réforme des retraites est marqué par la logique financière et ne revient en rien sur les précédentes réformes (1993, 2003, 2007 et 2010) conduites par des gouvernements conservateurs de droite. Cette réforme met un coup terrible dans la confiance mise dans nos systèmes sociaux qui entamera sa pérennité et obérera son développement. Elle handicape gravement la viabilité de son financement. C'est un coup supplémentaire porté contre les systèmes solidaires et contre une disposition centrale du programme issu du CNR.

Toutefois, sur deux points, retraites et budget, la majorité parlementaire a connu quelques tensions, largement perceptibles, qui rendent l'approbation des projets gouvernementaux plus compliquée que cela était prévu. Le sujet de la réforme des retraites n'est donc pas clos. Nous devons constater néanmoins une certaine tiédeur revendicative sur ce thème. Nous ne pouvons nier les difficultés que nous avons rencontrées dans l'organisation des dernières journées d'actions, et le lien que nous aurions dû mener avec les sujets de notre champ d'activité. Cette atonie revendicative permet aux appuis syndicaux au gouvernement de se tenir à l'écart du débat et de s'exonérer des conséquences de choix largement discutables. Sur le



dossier retraite, le CCN des 6 et 7 novembre dernier a décidé de ne pas laisser filer notre opposition à la réforme des retraites, telle qu'elle s'est exprimée tout au long de ces semaines et de ces derniers mois. La CGT reste opposée à la réforme des retraites telle qu'elle est proposée par le gouvernement aux parlementaires, il faut pouvoir le dire tout le temps.

Deux rendez-vous revendicatifs ont été fixés dans la prochaine période

Le 19 novembre, jour de la 2^{ème} présentation du projet à l'Assemblée nationale, des initiatives dans tous les départements pour interpellier les députés, ou du moins leurs permanences sont prévues. Autour du 26 novembre, date probable du vote à l'Assemblée nationale, des initiatives devant les préfetures en province, ainsi qu'un rassemblement devant l'Assemblée nationale en région parisienne, seront, sont organisées pour dire notre opposition à la réforme des retraites, telle qu'elle serait votée par les parlementaires.

Le CCN a décidé de lancer une campagne sur «le coût du capital»

Intitulée «Pour une autre répartition des richesses créées par mon travail, ça c'est capital», cette campagne comporte quatre objectifs :

1. Occuper le débat public, investir la bataille des idées de nos propositions revendicatives autour du «triptique» emploi/salaires/protection sociale et la place du travail, le financement et la fiscalité ;
2. Faire progresser l'opinion publique sur l'idée que ce n'est pas le «coût du travail» qui pose problème pour la satisfaction des revendications, et favoriser une issue à la crise mais le coût du capital ;
3. Créer les conditions et permettre aux salariés d'agir de suite et concrètement pour gagner des augmentations salariales, du pouvoir d'achat, pour transformer l'organisation et les conditions de travail, obtenir des droits et des garanties collectives et agir sur la qualité de l'emploi avec notam-

ment le volet formation professionnelle. Ainsi, il s'agit de réhabiliter les NAO comme étant une priorité de la qualité de vie syndicale et de nos objectifs revendicatifs ;

4. Gagner une autre répartition des richesses créées par le travail et ainsi réhabiliter le travail, son sens, sa finalité et sa valeur.

Il faut changer de cap : répartir les richesses en créant de l'emploi et en augmentant les salaires

Le chômage augmente, or sans une vraie politique d'emploi et de relance industrielle, rien ne sera possible. Le gouvernement s'obstine dans l'austérité pour la loi de financement de la Sécurité Sociale. Il poursuit le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) sans exiger de contrepartie des entreprises. La CGT revendique le droit pour les salariés de suspendre et d'exiger le remboursement de toutes les aides publiques détournées des objectifs d'investissement productif, de recherche, d'innovation, de formation, de salaires et d'emploi. Les 200 milliards d'exonérations fiscales et sociales doivent être réorientées. Les contrats d'avenir et contrats de génération peinent à se mettre en place, alors que les salariés subissent de plein fouet les conséquences de la loi « sécurisation de l'emploi » avec son cortège de PSE et d'accords de compétitivité. Il faut changer de cap pour les salaires qui stagnent + 0,2% en € constants. Il s'agit là du plus mauvais résultat depuis 2004, selon cette étude de l'Insee publiée le 31 octobre dernier. Le SMIC horaire est également attaqué, puisqu'il diminue de 0,3 % en € constants. Il est urgent d'arrêter l'accompagnement de la spéculation et de privilégier le travail : en 1981, les dividendes versés aux actionnaires représentaient 10 jours de travail ; en 2012, ils en représentent 45, soit 4,5 fois de plus !

Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités

- Revaloriser significativement le SMIC, que nous revendiquons à 1700 €, et en mettant fin aux écarts

salariaux entre les femmes et les hommes,

- Sanctionner les branches qui ne respectent pas le Smic dans les grilles salariales et arrêter les aides publiques qui tirent les salaires vers le bas,

- Mettre fin au gel d'indice dans la Fonction publique et en engageant de vraies négociations salariales avec l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique. Ce sont là les conditions pour relancer la croissance. L'argent existe pour revaloriser le travail et créer de l'emploi ! Le Patronat doit répondre à cette exigence, en ouvrant partout et sans attendre des négociations sur les salaires. C'est cela qu'il nous faut travailler à ancrer dans l'entreprise, au plus près du quotidien des salariés.

Il nous faut nous placer en conquête

A partir des rendez-vous des 19 et 26 novembre et de nos luttes, il faut franchir la marche supplémentaire dans chaque entreprise, en faisant la démonstration que l'argent existe pour financer les emplois, les salaires, la protection sociale. N'est-ce pas le moment de dérouler les luttes dans les entreprises et de les faire converger à la rentrée de janvier vers une nouvelle journée de temps fort de la Fédération ? Nous avons une perspective d'action nationale interprofessionnelle fin janvier, que le CCN souhaite le plus unitaire possible. Comment les métallos s'inscrivent dans cette convergence des luttes ? Continuons-nous à passer notre temps dans un bureau avec les patrons ou allons-nous à la rencontre des salariés pour construire des cahiers revendicatifs, les partager, les porter en se mobilisant ? Nous avons un travail de conviction important à faire, mais aussi, au regard de notre syndicalisme, une responsabilité particulière dans une période difficile politiquement et socialement. Nous devons offrir des perspectives, d'autres choix, d'autres voies.

Maria Alvès rapporte qu'en Franche-Comté, il a été discuté la perspective des actions. La date du 19 novembre est trop rapprochée pour permettre d'être prise en compte, par contre se prépare la mobilisation autour du 26 novembre. Maria partage la nécessité de l'action proposée début janvier. Dans sa région, le patronat essaie de détruire les conventions collectives en s'en prenant à un certain nombre d'acquis sur les primes de panier ou les congés exceptionnels qu'ils tentent de changer en «absence».

Isabelle Herauld affirme à son tour la nécessité de temps forts et confirme les attaques patronales contre les conventions collectives. Des actions sont prévues devant les chambres patronales en région parisienne, mais il ne faut pas que seuls les métallos se mobilisent. Il faut aussi être attentifs à la syndicalisation dans ces initiatives. Actuellement, on réalise de nouvelles adhésions et cela nécessite d'être disponible envers eux parce qu'ils ont besoin de formation et d'information. Concernant l'affaire de Claudio et des cinq de Roanne, il va falloir taper du poing. Le comité de soutien est un bon moyen d'action. Isabelle partage aussi la nécessité des actions proposées en début d'année.

Marie-Laure Cordini relate la tenue du congrès de l'USTM en Isère avec une centaine de participants. Le bureau de 20 membres s'est renforcé de trois femmes. Dans le débat sur l'industrie, les salariés constatent que malgré les luttes l'hémorragie d'emplois ne s'arrête pas et qu'il faut une réflexion pour enrayer politiquement ce déclin. Il a aussi été question des conditions de travail qui se dégradent. Chez les ouvriers, la stratégie du recentrage sur le cœur de métier a restreint les possibilités de reclassement. Le nombre de burn-out est aussi en augmentation. Marie-Laure rappelle que les Assises des femmes, se tiennent le 25 février. Concernant les retraites, il y a une déception sur la manière dont la CGT a mené la bataille avec l'absence d'un plan de travail. Nous avons eu une belle manifestation, le 10 septembre, puis on a attendu FO pour une date... Il faut maintenant réussir la prochaine. Il faut d'ici là réfléchir dans les syndicats à la manière dont on organise les luttes.

Sylvain Marsaud note le record d'impopularité de Hollande, qui selon certains sondages ne recueillerait plus que 15% d'opinions positives. La loi de sécurisation de l'emploi est utilisée pour rationaliser la masse salariale.



Les plans sociaux s'accumulent, il devient donc difficile de mobiliser sur le triptyque emploi-salaire-protection sociale. Il faut de relancer les AG de syndiqués, car si la CGT ne donne pas de perspectives, cela posera problème. Le 4 février est prévue une commission paritaire sur l'emploi et la formation professionnelle. Les USTM de la région parisienne se mobilisent pour une journée d'actions devant le GIM ce jour-là. L'association des DRH a donné des consignes de blocage des salaires au nom de la compétitivité. Il faut continuer à mener la bagarre et à mener la bataille des idées. Parmi les points positifs, on note la création de nouvelles bases.

Amar Ladraa rapporte que le collectif métallurgie d'Alsace s'est réuni. Il ressort des discussions que le premier souci est de maintenir la pression et rompre l'isolement. Cela passe par la nécessité de voir les bases que l'on contacte peu habituellement. Il faut prendre le temps pour organiser une forte mobilisation. Concernant la vie syndicale, on note les bons résultats des campagnes de syndicalisation (3000 adhésions nouvelles) et le nombre important de bases nouvelles créées en 2013 (80) qui ont quasiment doublé par rapport à l'année précédente. Des initiatives intéressantes sont prises au niveau des territoires et des groupes. Le rapport entre le succès et le nombre de syndiqués - comme chez Clestra - n'est plus à démontrer. Un plan de déploiement est en place dans les départements du 67 et du 68. Ailleurs, d'autres plans se mettent en place, par exemple en Ile-de-France envers les ICT, dans les groupes aussi, chez Renault ou chez Peugeot où on enregistre une centaine d'adhésions nouvelles depuis septembre. Des initiatives sont aussi prises avec l'UFR. Malgré une situation compliquée, on sent une volonté de construire. Un nouveau temps fort de déploiement fédéral est prévu dans la deuxième semaine de janvier. Il faut remarquer que les plans de licenciements affectent aussi un nombre important de syndiqués et qu'il faut prendre des mesures pour compenser les pertes en terme d'effectifs. Le bilan orga fait état d'un retard sur les règlements. Il manque 4 700 FNI, parmi lesquels 2 800 retraités. Retenons donc qu'il manque 2 000 FNI d'actifs, or il faut rappeler qu'il s'agit de l'année de référence pour notre congrès. Chaque membre de la direction fédérale est donc sollicité pour interpellier un syndicat. Nous avons besoin d'engagement. Pour le congrès de l'UFICT, il faut aussi poursuivre les inscriptions puisque pour l'heure nous n'en recensons qu'une centaine.

Sylvain Werner revient sur le constat d'une dégradation générale des conditions de travail, avec de plus en plus de sous-traitance. La CGT doit ouvrir des perspectives. Il y a des initiatives syndicales dans la région. Dans le secteur des garages, on remarque qu'il y a des élus CGT mais qu'ils sont souvent seuls. Deux tracts sont prévus à leur intention ; l'un pour le cas où existe le syndicat, l'autre pour là où la CGT n'est pas organisée. Le calendrier de janvier est chargé : des élections sont prévues dans les « feu vert », il y a les négociations sur les minima, une quinzaine de renforcement en janvier avec remise des FNI, une AG des USTM le 22 janvier.

Stéphane Flégeau intervient sur la situation en Bretagne. Les bonnets rouges sont un symbole du patronat, mais la



situation n'est pas clairement perçue. Notre manifestation organisée à Carhaix a amené des difficultés. Beaucoup, qui sont allés à Quimper, ont été déçus en découvrant les slogans patronaux mêlés de nationalisme. On y a même vu FO se félicitant du ralliement du FN, ou encore la présence de l'extrême-gauche. Au final, ça regroupait de tout, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite dans une belle confusion. Beaucoup de salariés se sont interrogés sur aller à cette manif de Quimper ou la nôtre. A Quimper, les patrons licencieurs défilaient avec des salariés. N'oublions pas l'épisode de Gad, où le patronat a réussi à mobiliser des salariés contre d'autres salariés. C'est donc un terrain très malsain. Dans l'agroalimentaire avec des salariés cassés et payés au Smic, la filière est très affectée en Bretagne, mais la CGT y est peu organisée. Il y a aussi les télécom, avec le site Alcatel de Rennes. Une réponse est prévue avec une mobilisation le 23 novembre avec des manifestations dans les départements. Il faudrait que nous reprenions la main en élargissant le débat ou encore que ayons aussi un positionnement clair et fort sur certains points tels que l'écotaxe.

Philippe Martinez relève que l'intervention de Stéphane est significative d'une situation où il y a une bataille idéologique du patronat. A côté de cela, le gouvernement rassemble 15% de bonnes opinions. Il constate que les batailles sont gagnantes lorsque nous avons un rapport de forces avec une lutte syndicale et un projet. En refusant de s'attaquer aux vrais problèmes, le gouvernement ne fait que renforcer la confusion comme en Bretagne où licenciés et licencieurs se retrouvent ensemble. Notre réponse ne peut donc se limiter à de l'activisme. Au Conseil national, il a été question de la structuration des luttes, mais il faut aussi un débat idéologique. Pour être concret, la question des salaires est un combat idéologique avec un processus de lutte qui peut conduire à des mobilisations, or nous avons du mal à engager le travail pour proposer des alternatives. La nature ayant horreur du vide, il faut s'engager. Est-on engagé ou pas dans les NAO ? Qu'est-ce qui bloque sur les tracts salaires ? Avec la crise, la question est-elle mise en opposition avec l'emploi ? Concernant les conditions de travail, je remarque que les risques psychosociaux ne sont pas l'apanage de l'encadrement. Chez Constellium, on a recensé trois suicides d'ouvriers, un dans chaque catégorie professionnelle et une tentative en 24 mois. Un cas concerne un agent de maîtrise où la direction tente de faire porter la responsabi-

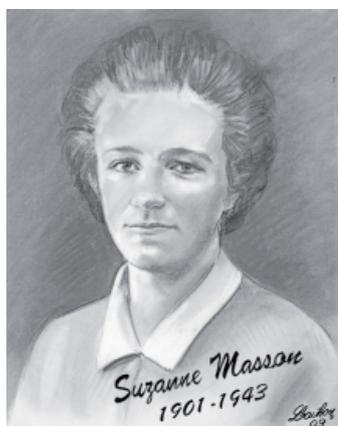
lité à la CGT. Cet agent chargé de mettre en place le lean avait eu une altercation à ce sujet avec un salarié qui a été licencié et que le syndicat a défendu. Si on ne répond pas, on nous accuse. Et si de telles choses se poursuivent, les salariés vont se battre entre eux dans le seul but de faire bien leur travail. Nous devons pousser nos repères revendicatifs sur le coût du capital et le décliner en exigeant des gestes forts sur les salaires, l'augmentation de 10% du Smic, des retraites, du point d'indice du fonctionnaire. Face à une campagne idéologique, nous pouvons porter des revendications très concrètes. Dans certains pays, des syndicats en difficulté ont soutenu des décisions gouvernementales et cela a conduit à ce que le syndicalisme ne soit plus un point de repère. En France, le seul syndicat repère est la CGT. Il s'agit de matérialiser la campagne contre le coût du capital, boîte par boîte, en montrant notamment que jamais le patronat n'a bénéficié d'autant d'exonérations. Il y a aussi une bataille à mener sur ce à quoi sert l'impôt. Un processus de lutte est engagé avec les initiatives des 19 et 26 novembre. Le CCN et la CEC ont décidé d'une grande journée de mobilisation sur salaire, emploi, protection sociale fin janvier - début février. C'est à préparer dans les entreprises, sans qu'on ait à attendre la date précise. Les NAO sont déjà ouvertes et on ne peut attendre les autres organisations syndicales indéfiniment. Nous avons un processus et un objectif de lutte, mais parmi les syndiqués il faut convaincre. En terme de syndicalisation, il sera difficile de terminer l'année au même niveau que l'année dernière. Il y a eu beaucoup de casse de l'emploi industriel. Cependant, il y a une dynamique d'adhésions et on peut atteindre les 65 000.

Vincent Labrousse affirme ne pas tout comprendre sur la stratégie des luttes. Ce qui se passe en Bretagne ne peut être caricaturé, il ne s'agit pas d'un simple coup de gueule. La CGT n'est pas à la hauteur des attentes des salariés et il y a une responsabilité des directions fédérales et confédérales. Le message est brouillé. Les 19 et 26 novembre, ça ne va pas parce que si les retraites c'est important, ce n'est pas le principal. Il faut une perspective et du concret après. Le document sur le coût du capital est concret. Cela engendre les situations de non-investissement qui entravent la capacité de produire et crée du mal-être chez les salariés. Nous avons des réponses concrètes. Le rôle des directions syndicales est de dire que c'est à nous de faire, mais sous différentes formes, pas forcément par la grève. Dans la Creuse, nous avons tenu une réunion avec 23 camarades où le souci essentiel qui venait était l'emploi. Nous avons proposé d'organiser une conférence de presse par entreprise chaque semaine. A notre grande surprise, la proposition a été retenue avec un engagement des syndicats. Cette étape était importante. Concernant les 5 de Roanne, c'était également très positif.

Bernard Devert estime que la perspective d'une initiative interprofessionnelle nécessite de tenir tous les bouts. Il faut beaucoup de disponibilité pour aller discuter avec les militants et voir les salariés. Le rapport de forces se construit en donnant confiance aux militants. La perspective d'une journée d'action interprofessionnelle signifie qu'il faut utiliser le temps mis à disposition d'ici janvier.

L'INSEE a annoncé une baisse de 1,2% du pouvoir d'achat en 2012. C'est historique. Il faut revenir sur le diagnostic CGT de la crise. Nous disons que la crise est sociale, donc la réponse doit être sociale et elle nécessite une bataille sur les salaires. On ne peut laisser les salariés dans l'idée qu'ils doivent être payés en fonction des résultats de l'entreprise. Il faut revenir sur le paiement de la qualification et la grille, car le salaire doit se calculer en fonction de cela. Rencontrer les militants, c'est amener le débat pour ouvrir des perspectives. Une question vient fort, celle de la perte de compétence des entreprises. Les salariés dénoncent notamment le manque d'investissement dans les machines. Une étude évalue à 150 milliards les investissements nécessaires pour remettre en état le parc machine-outil du pays. C'est énorme. Il en va de même sur la formation. Il faut donc intervenir sur la question des pertes de capacité. Par ailleurs, nous sommes le pays d'Europe où les délais de paiement des sous-traitants sont les plus longs. Ca va jusqu'à cinq mois, contre 5 jours en Allemagne. Chez Faurecia, nous avons

commencé à travailler sur la question des gâchis avec le constat de l'augmentation des rebuts. Par ailleurs, le Medef annonce un million d'embauches sur cinq ans. Le chiffre paraît impressionnant, mais ça ne fait guère que 200 000 par an, soit au final moins que le nombre de départs en



Hommage à SUZANNE MASSON

Roselyne Duchesne retrace la vie de Suzanne Masson, héroïne de la Résistance

et militante CGT chez Rateau La Courneuve. Le 1^{er} novembre 1943, cette dirigeante de la FTM CGT était assassinée par les nazis. A l'occasion du 70^{ème} anniversaire de sa disparition, une brochure va être éditée par l'IHS avec le concours du collectif femmes-mixité. Un portrait a aussi été réalisé pour orner la salle de la fédération qui porte son nom. Une nouvelle initiative hommage est prévue prochainement.

Philippe Martinez

L'hommage à Suzanne Masson a un double enjeu : continuer à traiter régulièrement l'histoire de notre Fédération et de celles et ceux qui l'ont fait. Cela a permis de faire découvrir aux plus jeunes des personnalités comme Cécile Rol-Tanguy. Il faut continuer de faire vivre cette riche histoire. L'autre enjeu est la place des femmes dans la Fédération. Bien que notre profession soit réputée masculine, des femmes – et Suzanne Masson en fait partie – ont marqué son histoire. Dès l'après-guerre, il y a eu une camarade au Bureau fédéral. La Fédération a toujours eu le souci d'avoir des femmes dans sa direction. Nous souhaitons, à cet égard, que notre prochain congrès soit marqué par la place des femmes et notamment en terme de participation au congrès. Notre objectif est au minimum 30% de femmes au prochain congrès fédéral. Les Assises de la femme, du 25 février, sont une initiative fédérale, c'est-à-dire qu'il faut aussi des hommes pour y participer. Par exemple, la question de la participation des femmes dans les directions syndicales est un sujet important. Il y a besoin d'un effort de tous pour la réussite de cette journée. Par ailleurs, nos trois centres consacrés aux œuvres sociales et la maternité ont une histoire qui a pu inspirer les dirigeants du CNR pour rédiger leur programme. Il faudrait réfléchir à une présentation lors d'un prochain CEF afin d'en re-situer les enjeux.

retraite. Nous devons tenir tous ces enjeux en lien avec les conditions de travail. Il faut pour cela reconquérir une vie syndicale en prenant le temps. Courir ne sert à rien, il faut des plans de travail dans les départements pour aller visiter les syndicats. Peut-être devrions-nous travailler une adresse aux salariés de la métallurgie les invitant à travailler les convergences. Il faut également poursuivre la bataille pour gagner des conventions collectives régionales.

Boris Plazzi revient sur l'actualité et dit partager l'analyse du rapport d'Elise. L'intervention de Stéphane permet d'appréhender de l'intérieur la situation en Bretagne. Il est utile de montrer que des politiques peuvent générer la montée de l'extrême-droite. Nous sommes dans un processus revendicatif avec l'objectif d'un temps fort dans la profession. Les propositions de dates en novembre sont un élément important. On se met en mode offensif sur le coût du capital. L'idée de la campagne est de rendre visible nos propositions. Nous avons besoin que les militants soient armés pour aller au débat. Par exemple, la présentation sur le coût du capital au Conseil national sera réutilisée en Rhône-Alpes pour aller aux négociations sur les minima. L'idée d'être à l'offensive sur ces questions fait son chemin. Il faut mettre le paquet sur les salaires.

Concernant les négociations avec l'UIMM, actuellement ont lieu des discussions sur les travailleurs handicapés, lesquels sont souvent âgés, peu qualifiés et précaires. Quelques points ont avancé positivement, notamment une coopération avec l'Agefip, l'accès à l'emploi et le bénéfice des soins. Nous devons faire avancer d'autres points, notamment «comment sortir de la précarité», l'augmentation des rémunérations et la vérification de la non-discrimination.

Concernant la délégation en Afrique du Sud qui a été envoyée à la demande de Numsa, nous avons constaté qu'ils comptaient sur nous pour les aides sur les questions économiques. Ces échanges, avec les syndicats du monde, sont très enrichissants. Un débat les traverse aujourd'hui sur la question du lien avec le PC et l'ANC. Dans ce pays, les inégalités sont croissantes. Ils prennent conscience que le capitalisme n'a pas de couleur. Cette prise de conscience s'est matérialisée depuis l'année dernière où le massacre de mineurs noirs par des policiers noirs a suscité un choc.

Denis Bréant estime qu'on a besoin de porter la parole CGT pour organiser la lutte. De plus en plus souvent des salariés s'affrontent entre eux. L'initiative de distribution de tracts au salon des équipementiers avec 25 camarades a été très bien accueillie. Une centaine de personnes ont pris part à la conférence régionale des métallos le 10 octobre. Un collectif régional est prévu le 25 novembre pour l'élaboration d'une convention collective régionale.

Kamal Ahamada rapporte que chez Bosch Vénissieux la direction veut supprimer des emplois et que le syndicat se bat contre le fatalisme. Des mobilisations ont lieu actuellement. Par ailleurs, Kamal émet le souhait que les questions du racisme soient mises à l'ordre du jour d'un prochain CEF.

Jérôme Lettry intervient sur la préparation des Assises des jeunes et retrace le bilan du collectif. La direction fédérale a relancé cette activité en janvier 2010, notamment avec l'organisation des Assises de jeunes en février 2011. C'est un succès avec 230 participants et le lancement du tour de France des jeunes. Depuis 3 ans, le collectif a participé aux commémorations de Châteaubriant avec des délégations palestinienne et Sud Africaine. Au congrès fédéral, une demi-journée de débat est consacrée aux jeunes. Le collectif a participé au congrès de l'UFR ainsi que pour la préparation aux Assises des métiers et services de l'automobile. Cette année, on reprend la route du tour de France avec l'objectif de nouvelles Assises, les 5 et 6 février prochains. Dans le domaine de l'activité internationale, le collectif a pris part à un séminaire avec la FEM en Croatie. Une rencontre a eu lieu avec le secrétaire général de la FEM, qui a alors expliqué le projet de création d'IndustriAll. En septembre 2011, une délégation est allée au congrès de l'UE à Pittsburgh. Une autre rencontre avec des collectifs «jeunes» en Autriche en vue de la création d'IndustriAll a été organisée ainsi qu'une rencontre au Portugal avec la création d'un collectif «jeunes» européen. Les objectifs du collectif sont, aujourd'hui, d'avoir un bureau composé d'une dizaine de membres. Il s'agit d'avoir une activité «jeunes» au niveau du territoire national. Sensibiliser les syndicats aux enjeux de la jeunesse, tant sur les aspects professionnels que sociétaux et syndicaux. Pour les prochaines Assises, il faudra étudier la mutualisation des moyens. Le thème principal sera la syndicalisation et le deuxième le coût du capital. Le collectif se réunira la semaine prochaine pour valider les derniers points.

Arnaud Bergeron parle au nom du collectif «jeunes» qui prend acte des remarques des camarades sur la baisse d'activité du collectif depuis quelques mois par rapport à son lancement, il y a 3 ans. Le collectif regrette son manque d'autonomie dans l'activité fédérale. Le Bureau du collectif pointe le poids de l'organisation pour valider les propositions du collectif qui ralentit ainsi l'activité. Il annonce que Jérôme Lettry devient le nouvel animateur du collectif.

Philippe Martinez revient sur le dernier débat de la CE confédérale sur la jeunesse où le collectif métaux a été cité en exemple pour son organisation tournée vers les jeunes et animée par les jeunes. Il souligne que des collectifs «jeunes» ont été créés dans quelques groupes. Mais remarque que le collectif «jeunes» a une particularité : le renouvellement des animateurs est plus fréquent. Aussi, assurer la continuité de l'activité n'est pas toujours facile. L'organisation de deux assises en 3 ans est un signe fort. L'expérience de ces dernières années montre que le collectif a su évoluer avec cette contrainte. Cependant, Philippe regrette une connaissance insuffisante des syndiqués de moins de 30 ans car il voit beaucoup de jeunes syndiqués dans les entreprises, mais ils ne connaissent pas le collectif, ni les prochaines assises. Pour lui, il faut avoir de l'ambition. La participation aux assises n'est pas que de la responsabilité du collectif, c'est une question de vie syndicale et d'organisation. Il faut marquer les prochaines assises avec un contenu revendicatif fort. Enfin, Philippe rappelle que le collectif

«jeunes» est celui qui a le plus de libertés dans la Fédération. Il a carte blanche dans la limite des orientations fédérales et du budget.

Amar Ladraa souligne que la question de la jeunesse est un enjeu car 600 jeunes ont adhéré depuis le début de l'année à la CGT métallurgie. Il s'interroge : Comment va-t-on vers eux ? Comment passer à l'offensive ? Il propose de leur adresser un questionnaire sur ce qu'ils attendent. Pour lui, il faut aussi travailler la transmission des savoirs et savoir-faire avec les anciens. Enfin, Amar fait le constat du nombre important d'apprentis dans la filière. Comment s'adresse-t-on à eux ?

Pour **Kamal Ahmada**, il reste beaucoup de travail pour l'organisation des assises. Il revient sur l'animation du collectif dont il a eu la responsabilité pendant 3 ans et remercie les camarades du travail réalisé.

Boris Plazzi rappelle qu'il y a des règles de vie collective pour garantir la cohérence de l'activité fédérale. Boris s'interroge sur comment rendre cette activité vers les jeunes la plus transversale possible dans l'organisation syndicale ? Car il faut prendre en compte la spécificité de la jeunesse dans l'ensemble de la démarche syndicale. Enfin, sur le débat du coût du capital aux assises, Boris propose de ne pas refaire la même chose qu'au Conseil national. Il suggère de revenir, par exemple, sur les conséquences de coût du capital sur la jeunesse (précarisation des emplois, pressions salariales) et de définir, ce jour-là, les propositions CGT en direction des jeunes.

Maria Alves rapporte son expérience dans le Jura où des jeunes se syndiquent par internet, mais ils sont souvent seuls dans les entreprises. Par conséquent, ce n'est pas facile de les intégrer dans l'activité car l'USTM n'a pas beaucoup de moyens pour les aider.

Vincent Labrousse demande l'aide du collectif «jeunes» pour organiser la montée de jeunes de la région aux assises. Le collectif régional souhaite faire grandir l'activité vers les jeunes sur le territoire.

Isabelle Hérault constate qu'il y a un manque d'animation pour la participation aux assises des jeunes en février. Elle pense que l'animation régionale doit revoir son approche.

Pour clôturer la journée, **Frédéric Sanchez** rappelle qu'il faut assurer la présence des métallos dans les deux initiatives sur les retraites. Elles doivent servir de tremplin pour le prochain temps fort de mobilisation en début d'année. De plus, il soutient qu'il est nécessaire de bien faire le lien entre syndicalisation et bataille revendicative au quotidien car le renforcement est indispensable dans le contexte de crise actuelle. Il propose donc de multiplier les AG avec les adhérents notamment sur le coût du capital pour ouvrir les NAO et faire converger les questions salariales pour la prochaine journée d'actions. L'organisation des assises des jeunes et des femmes se construit dans cette dynamique.